

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2024



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2024

Association 11^{ème} Evènements
8 Rue du Général Renault
75011 PARIS

Aux membres de l'association 11^{ème} Evènements,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association 11^{ème} Evènements relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 12 mai 2025.

SARL LE-CAC

Vincent LAMY – Commissaire aux Comptes

Bilan actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, ...				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel, ...	3612	3139	474	1377
	Autres immobilisations corporelles	600	600		
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS REÇUS PAR LEGS/DONS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS				
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		4 212	3 739	474	1 377
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	AVANCES ET ACOMPTES VERSES				703
	CRÉANCES				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	26529		26529	9701
	VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT				
	Actions propres				
	Autres titres et instruments de trésorerie				
	DISPONIBILITÉS	52361		52361	61504
	CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE				
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)		78 891		78 891	71 908
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Écarts de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I = II = III = IV = V)		83 103	3 739	79 364	73 284

Bilan passif

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	RÉSERVES		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	REPORT À NOUVEAU	57 222	50 426
	EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE	645	6 796
	FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES		
	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	415	1 170
	PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
TOTAL FONDS PROPRES (I)		58 282	58 392
	Total fonds reportés et dédiés (II)		
	Fonds dédiés reportés		
	TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)		
PROV.	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL PROVISIONS (III)		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 601	4 109
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	6 481	783
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres emprunts obligataires		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	10 000	10 000
TOTAL DETTES (IV)		21 082	14 893
Écarts de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF (I= II = III = IV = V)		79 364	73 284

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS D' EXPLOITATION	Cotisations		
	Total des ventes de biens et services	639	413
	Vente de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de services	639	413
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs	173 445	174 887
	Concours publics et subventions d'exploitation	172 000	174 887
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	23	
	Mécénat		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	1 422	
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	117	5
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		174 201	175 305
CHARGES D' EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation des stocks de marchandises		
	Autres achats et charges externes	102 532	102 633
	Aides financières		
	Impôts, taxes, et versements assimilés	1 262	1 091
	Salaires et traitements	43 322	40 209
	Charges sociales	20 153	17 154
	Dotations aux amortissements et aux provisions	903	1 063
	Sur actif circulant : dotation aux provisions		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions		
	Report des fonds dédiés		
	Autres charges	6 024	6 778
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	174 196	168 928
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		4	6 378

		31/12/2024	31/12/2023
		Net	Net
PRODUITS FINANCIERS	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)			
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (IV)			
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)			
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II = III - IV)		4	6 378
PRODUITS EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	755	888
	Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		755	888
CHARGES EXCEPTION.	Sur opérations de gestion		53
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)			53
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		755	835
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		114	417
TOTAL DES PRODUITS (I = III = V)		174 955	176 193
TOTAL DES CHARGES (II = IV = VI = VII = VIII)		174 310	169 397
EXCÉDENT OU DÉFICIT		645	6 796
CONTRIB. VOL. NAT.	Dons en nature	15 404	15 404
	Prestations en nature		
	Bénévolat	10 054	4 118
	TOTAL	25 458	19 522
CONTRIB. VOL. NAT.	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	-15 404	-15 404
	Charges de prestations en nature		
	Personnel bénévole	-10 054	-4 118
TOTAL		-25 458	-19 522

Préambule

Introduction à l'annexe

L'exercice fiscal clos le **31/12/2024** a une durée de **12** mois.

L'exercice précédent avait une durée de **12** mois recouvrant la période du **01/01/2023** à **31/12/2023**.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de **79 364,29 €**.

Le résultat net comptable est **un excédent de 644,95 €**.

Les notes et tableaux communiqués ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Description de l'entité

ONZE BOUGE est un événement hors norme qui propose depuis 28 ans des spectacles gratuits dans le 11e arrondissement.

Organisé par l'association 11e Évènements, il est devenu en 2019 un festival des arts de la rue et de l'espace public qui se démarque par son engagement artistique et une volonté d'accès à la culture pour tous.

Chaque année, le festival propose des spectacles, performances et rencontres artistiques singuliers et éclectiques, pour un public de tout âge et de tout horizon.

Sa programmation exigeante s'adresse volontairement à tous les publics : les passionnés, les engagés, les sensibles aux grands textes, aux grands gestes, les Parisiens et Franciliens.

Au détour d'une rue, dans une cour ou un jardin, en pleine journée ou à la tombée de la nuit, ONZE BOUGE invite à rêver, rire, voyager, se questionner, partager, participer !

L'association ne fait pas appel à la générosité du public.

L'association ne reçoit pas de fond en provenance de l'étranger.

Événements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

2024 est l'année de la 28ème édition du festival ONZE BOUGE. Trois semaines avant l'ouverture du festival, Gil Taïeb, le président et fondateur nous quittait. Alors, comme Gil l'aurait souhaité, le festival s'est tenu du 16 au 20 mai avec encore plus de force et de conviction : un moment intense de partage, de découverte, et de rassemblement. Avec 21 représentations assurées par 16 compagnies sur cinq jours, la 28e édition du festival a rassemblé plus de 8 000 spectateurs. Confirmant son rôle structurant dans la valorisation de l'art dans l'espace public parisien. Véritable temps fort artistique et citoyen, cette édition a su mobiliser un large public autour de propositions exigeantes, en résonance avec les valeurs des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle témoigne de la capacité du festival à fédérer, à rayonner sur le territoire et à contribuer activement à la démocratisation culturelle.

De nombreuses questions se sont posées pour poursuivre cette aventure, sans Gil, son président et fondateur. Les choses ne pouvaient pas continuer comme si de rien n'était. Il a fallu mettre en place des changements entre autres dans sa structuration. C'est tout naturellement, qu'un projet de traité de fusion entre notre association (absorbée) et l'association partenaire A Suivre (absorbante) a été approuvé conjointement le 12 décembre 2024.

L'association absorbante A Suivre est régie par la loi du 01/07/1901, immatriculée sous le SIREN 482 325 628 et déclarée à la Préfecture de PARIS au registre national des associations sous le numéro RNA : W751133127, ayant son siège sis 35 boulevard Saint Martin – 75003 PARIS, avec pour objet social l'organisation, la production et la promotion de spectacles vivants et d'activités culturelles, artistiques et éducatives, en France comme à l'étranger ».

Principes et méthodes comptables

Règlement comptable

Mention du règlement comptable

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Les articles L123-12 à L123-28 du Code de commerce.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Il n'y a eu aucun changement de méthode de présentation et d'évaluation par rapport à l'exercice précédent.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

Liste des méthodes

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement obtenus, en vue de leurs utilisations envisagées.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,
- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées. Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue.

Type	Durée
MATERIEL ET OUTILLAGE DE SCENE	04 ans
MATERIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	03 ans

Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciations éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Les créances et dettes en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la date de la facture.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque sont enregistrées à leur valeur nominale.

Subventions

Inscription non-proratisée :

Les subventions d'exploitations reçues sont enregistrées en produits dès qu'elles sont octroyées.

Indemnité de départ à la retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Contributions volontaires en nature

Le règlement ANC n°2018-06 instaure l'obligation de comptabilisation des contributions volontaires en nature avec mention des modalités de recensement, de quantification et de valorisation.

L'association a valorisé :

- les heures de travail des bénévoles en retenant le smic chargé. Soit 651 heures pour 10 054,04 euros retenus.
- la mise à disposition des locaux dans la mairie du 11eme ardt pour une valeur de 15 403,70 euros.

Postes du bilan et du compte de résultat

Informations relatives à l’actif

Mouvements des postes d’immobilisations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...	3 612			3 612
Autres immobilisations corporelles	600			600
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice N-1
- (B) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de la plaquette

Amortissements et dépréciations

Rubriques	Valeur brute au début d'exercice (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Valeur brute à la clôture d'exercice (D)
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et de dévelo...				
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel e...	2 236	903	0	3 139
Autres	600			600
Immobilisations financières				
Participations				
Prêts				
Autres				

- (A) Solde des comptes au dernier jour de l'exercice précédent
- (B) Valeurs inscrites au crédit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (C) Valeurs inscrites au débit des comptes d'immobilisations sur l'exercice
- (D) Solde des comptes à la date de clôture de l'exercice

État des échéances à la clôture de l'exercice

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des partici...				
Prêts				
Autres immo. financières				
Clients douteux				
Autres créances clients				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres org. soci...				
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices				
TVA	1 529	1 529		
Autres impôts				
Divers	25 000	25 000		
Groupes et associés				
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL	26 529	26 529		
Prêts accordés en cours d'exercice				
Rembours. obtenus en cours d'exe...				
Prêts et avances consentis aux as...				

Les 25 000 euros en « divers » correspondent à la subvention région Ile-de-France 2024, dont 80% ont été reçus en janvier 2025.
Le solde de 20% a été demandé en février 2025.

Informations relatives au passif

Variation des fonds propres

Rubriques	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	50 426	6 796			57 222
Excédent ou déficit de l'exercice	6 796	-6 796	645		645
Situation nette					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 170			755	415
Provisions réglementées					
TOTAL	58 392		645	755	58 282

Subvention d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
VILLE PARIS - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	EQUIPEMENT TECHNIQUE, INFORMATIQUE COMMUNICATION	4 500			4 500
TOTAL		4 500			4 500

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
VILLE PARIS - DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES	EQUIPEMENT TECHNIQUE, INFORMATIQUE COMMUNICATION	3 330		755	4 085
TOTAL		3 330		755	4 085

Précisions sur les dettes

Rubriques	Montant Brut	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes aux établissem...				
Emprunts et dettes financières div...				
Fournisseurs et comptes rattachés	4 601	4 601		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres org. soci...	5 668	5 668		
États et autres collectivités publiques				
Impôts sur les bénéfices	114	114		
TVA	78	78		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	621	621		
Dettes sur immobilisations et com...				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	10 000	10 000		
TOTAL	21 082	21 082		
Emprunts souscrits en cours d'exe...				
Emprunts remboursés en cours d'e...				
Montant des emprunts et dettes c...				

Précisions sur certains postes de passif

Produits constatés d'avance	Montant	Commentaire
Produits constatés d'avance	-10 000	
TOTAL	-10 000	

Subvention DRAC : Soutien aux festivals arts de la rue de 10 000 C notifiée le 09 septembre 2024.
Alors que la 28e édition du festival a eu lieu du 16 au 20 mai 2024.

Informations relatives au compte de résultat

Concours publics et subventions

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation		10 000	162 000			172 000
Subventions d'investissement						
TOTAL	0	10 000	162 000	0	0	172 000

État des charges à payer

Charges à payer	Montant	Commentaire
Fournisseurs - Factures non parve...	4 399	
TOTAL	4 399	

Honoraires CAC

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de **2 000** euros H.T., au titre du contrôle légal des comptes.

Produits et charges exceptionnels

Rubriques	Montant	Commentaire
Résultat de liquidation - Produits	23	boni de liquidation de l'association PLAY T IL ?
QP de subv d'équipement au résul...	755	subv équipement Ville de Paris 2020

Informations relatives à l’effectif

Effectif employé pendant l’exercice

Catégorie	Hommes	Femmes	Total
Cadres		1	1
Non-cadres			
Employés			

Une convention tripartite a été signée le 26 février 2024 avec une salariée de l’association A SUIVRE, l’association 11 EME EVENEMENTS et l’association A SUIVRE dans le cadre d’une mise à disposition de cette salariée.

Cette refacturation correspond à 50% des couts employeurs des mois de mars, avril et juin 2024 et 100% du cout employeur du mois de mai 2024. Soit 379 heures (0,21 ETP) pour un montant facturé de 7 716,26 euros HT.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Informations complémentaires

Régime fiscal

L'entité est un organisme développant des activités lucratives. Elle est entièrement soumise aux impôts au régime de droit commun. Le montant de l'impôt au titre de l'exercice s'élève à 114 euros.

Evènements postérieurs à la clôture des comptes

Aucun évènement postérieur significatif n'est à signaler.